

nous aurons de plus en plus de difficulté à écouler nos produits chez eux. C'est un marché fort aléatoire, vu la similarité de notre production et la productivité des États-Unis.

L'expérience du passé démontre que depuis un demi-siècle c'est en Europe et surtout au Royaume-Uni, que nous avons trouvé les débouchés les plus sûrs pour nos produits agricoles. Ces nations que nous approvisionnions depuis longtemps se tournent maintenant vers l'Europe orientale et d'autres pays du Commonwealth britannique, avec lesquels ils ont conclu des accords bilatéraux à longue échéance, comme le marché de cinq ans que la Grande-Bretagne a conclu avec la Pologne. Nos difficultés s'accroissent du fait que la durée de ces accords s'étend plus loin que le jour où l'on espérait voir les débouchés commerciaux libérés des embarras résultant de la guerre. L'économie agricole du pays dépend de l'exportation de notre production excédentaire à des marchés assez stables. Nous ne pouvons donc fermer les yeux sur la tendance actuelle qui semble défavorable à notre industrie de base.

La semaine dernière les représentants de dix pays de l'Europe occidentale se sont réunis à Rome en vue de préparer un rapport destiné à la conférence annuelle de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation, qui aura lieu à Washington le mois prochain. D'après ce document, les pays de l'Europe occidentale devraient, en ce qui concerne les denrées alimentaires qu'il leur faut importer, s'approvisionner davantage en Europe orientale et moins en Amérique. Autrement dit, le mode de commerce bilatéral qui repose sur quelque trois cents accords bilatéraux entre des nations de l'Europe et qui exclut lentement mais sûrement nos exportations, représente une tendance commerciale qui se maintiendra indéfiniment. Voilà un état de choses qui devrait faire réfléchir nos hommes d'affaires et nos cultivateurs sérieux.

Les pays qui se trouvent derrière le rideau de fer ou leurs voisins remplacent le Canada comme fournisseurs du marché britannique, dans bon nombre de cas en vertu d'accords bilatéraux qui resteront en vigueur jusqu'en 1955. Le bacon, acheté auparavant au Canada, s'obtient maintenant du Danemark, de la Pologne, de la Hongrie et d'autres pays. Le contrat actuel à l'égard du fromage comporte livraison de 50 millions de livres: moins que nous n'en avons vendu dans une année à l'Angleterre depuis cinquante ans. Le contrat visant les œufs ne prévoit l'achat que des trois quarts de nos exportations à ce même marché l'an dernier, déjà inférieures

à celles de l'année précédente, et cela, à un moment où les cultivateurs des autres pays européens vendent davantage à l'Angleterre.

La Grande-Bretagne qui prenait chaque année jusqu'à un million de caisses de lait condensé et 8 millions de livres de lait sec s'adresse maintenant à la Pologne, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, au Danemark et à d'autres pays. Il n'est donc pas étonnant que l'honorable député de Leeds (M. Fulford), à qui l'on ne pourrait reprocher de n'avoir pas toujours appuyé le ministre des Finances et son parti, ait déclaré l'autre soir, à la Chambre que ce secteur agricole est devenu l'orphelin de l'industrie laitière. Voilà des paroles plus dures que toutes celles de l'opposition. Il disait alors que 2,500 cultivateurs de sa circonscription comptaient sur ce secteur de l'agriculture pour leur subsistance, et qu'on a entreposé chez nous 8 millions de livres de lait condensé, parce qu'on ne trouve pas à le vendre, soit ici soit à l'étranger. Je m'étonne que l'honorable député ait soulevé cette question à la Chambre plutôt que d'en discuter avec le ministre de l'Agriculture ou son collègue du Commerce, car l'un et l'autre déclarent que nous avons des débouchés en état d'absorber plus que ce que nous pouvons produire. Il me semble qu'il eût mieux valu soumettre cette question à ces ministres. S'ils savaient pendant la campagne électorale où il y a de tels débouchés, en toute justice pour les 2,500 cultivateurs de Leeds, dont quelques-uns ont peut-être appuyé le député de cette circonscription, celui-ci aurait dû demander aux ministres de l'Agriculture et du Commerce la permission d'employer leurs noms en vue de l'établissement à Brockville d'une société commerciale Howe-Gardiner pour la vente de la quantité de 8 millions de livres de lait présentement entreposée. Ces ministres sont en effet les habiles vendeurs qui, au cours de la campagne électorale, ont déclaré pouvoir écouler plus de denrées que nous n'en pouvions produire. Nous ne sommes guère qu'au lendemain des élections. Je me demande si quelque chose dans ce genre-là ne pourrait pas éclairer la lanterne de l'homme d'affaires qu'est le représentant de Leeds.

M. Knowles: Parlez plus fort; le ministre ne vous entend pas.

L'hon. M. Rowe: Je ne veux pas le déranger. Je pense d'ailleurs que cela vaut mieux ainsi. Il jouit d'un privilège parlementaire. Ne nous étendons pas là-dessus, quoiqu'il me soit souvent arrivé de l'écouter quand j'aurais eu bien envie de faire autre chose.

La même situation existe au sujet des marchés que nous possédions jadis pour les haricots, la volaille, le saumon en conserve,